

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 317

5 février 2016

SOMMAIRE

4 Good Investments S.A.	15172	Pantheon S.A.	15209
aeco atelier d'architecture	15173	Pictet Global Selection Fund Management (Lu- xembourg) S.A.	15208
Afea S.à r.l.	15173	PRO 53 S.A.	15171
Akuo Energy Central Europe	15174	rara media S.à r.l.	15173
A-Liss S.à r.l.	15173	Restaurant Le Diamant S.à r.l.	15170
Antinea Capital S.à r.l.	15174	Retrouvailles Sàrl	15172
B8WB S.à r.l.	15174	Risk Dynamics S.à r.l.	15170
Badajoz S.A.	15175	Saint-Germain Classics	15170
Bau Komplett Service S.à r.l.	15173	Satumia S.A.	15170
beTax Advisory & Compliance Services S.à r.l.	15212	Schmitcom S. à r.l.	15172
BS Real Estate (Lux) S.à r.l.	15174	Sicovam S.A. SPF	15206
BTC GmbH	15174	Solsk S.A., SPF	15170
Cannellis S.à r.l.	15175	Stafford Sicav	15170
Chetif Financial S.A., SPF	15175	Textes & Design S.à r.l.	15211
C.R.T.	15175	Timone GP	15213
energie-pass.lu S.à r.l.	15173	Top Shop S.à r.l.	15171
Grace Hotel Investments S.à r.l.	15176	Tournesol S.A.	15215
HAB2 Prop Co. A S.à r.l.	15193	TPF - Luxembourg S.A.	15171
Highstreet V PropCo IV S.à r.l.	15186	VITTORIA PALERMO Spf S.A.	15175
Infra-Invest	15203	Waverton Luxembourg S.à r.l.	15172
MTIP Fund I, SCS	15210	Wefi S.A.	15171
OBG Lux SA	15171	White Angels S. à r.l.	15171
Omni Assets, S.à r.l.	15207	Zenith Property Development S.A.	15172
Palombe S.A.	15206		

Risk Dynamics S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 118.292.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015196280/9.
(150219765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2015.

Saint-Germain Classics, Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 58.725.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015196286/9.
(150219294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2015.

Solsk S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 76, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 181.519.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015196295/9.
(150219325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2015.

Stafford Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 176.560.

Der Jahresabschluss zum 31. März 2015 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015196299/9.
(150219560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2015.

Satumia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 131.400.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015196308/9.
(150219951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2015.

Restaurant Le Diamant S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2342 Luxembourg, 27, rue Raymond Poincaré.
R.C.S. Luxembourg B 39.282.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015196276/9.
(150219787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2015.

OBG Lux SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5691 Mondorf-les-Bains, 20, Z.A.E. Le Triangle Vert.

R.C.S. Luxembourg B 116.239.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015196222/9.

(150219157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2015.

PRO 53 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.

R.C.S. Luxembourg B 108.742.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015196247/9.

(150219705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2015.

Top Shop S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1261 Luxembourg, 109, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 108.340.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015196361/9.

(150219789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2015.

TPF - Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 20, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 99.239.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015196363/9.

(150219750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2015.

Wefi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5445 Schengen, 72B, Waistrooss.

R.C.S. Luxembourg B 146.390.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015196385/9.

(150219510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2015.

White Angels S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3850 Schifflange, 54, avenue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 168.696.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015196388/9.

(150219779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2015.

Retrouvailles Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, 6, Pierre Risch-Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 58.409.

Les comptes annuels au 31-12-2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jorge Manuel SIMOES
Le gérant administratif

Référence de publication: 2015196277/11.

(150219650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2015.

Schmitcom S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8279 Holzem, 28, rue de Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 55.150.

Les comptes annuels au 31-12-2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SCHMIT Claude
Le gérant

Référence de publication: 2015196311/11.

(150219818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2015.

Waverton Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 103.568.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Waverton Luxembourg S.à r.l.
Un mandataire

Référence de publication: 2015196395/11.

(150219402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2015.

Zenith Property Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 177.171.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 décembre 2015.

Référence de publication: 2015196416/10.

(150219606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2015.

4 Good Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 90.941.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015196421/11.

(150219184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2015.

acco atelier d'architecture, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 18.650,00.**

Siège social: L-4011 Esch-sur-Alzette, 119, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 164.160.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015196430/9.

(150221063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

energie-pass.lu S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8550 Noerdange, 15, Dikrecherstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 145.263.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015196433/9.

(150220673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

rara media S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 161.776.

Les comptes annuels au 30 avril 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015196435/9.

(150220664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

A-Liss S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 146.325.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015196443/9.

(150220186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Afea S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 188.901.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015196492/9.

(150219992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Bau Komplet Service S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6940 Niederanven, 180, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 114.602.

Der Jahresabschluss vom 16.11.2015 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015196551/9.

(150220234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Akuo Energy Central Europe, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 178.932.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié conforme et sincère
Paddock Fund Administration S.A.

Référence de publication: 2015196446/11.
(150220697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Antinea Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 174.953.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 2015.

Signature
Le mandataire

Référence de publication: 2015196463/13.
(150220937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

BS Real Estate (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 125.870.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 30 novembre 2015.

Référence de publication: 2015196595/10.
(150220806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

BTC GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9964 Huldange, 17, Op d'Schleid.
R.C.S. Luxembourg B 130.610.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 4 décembre 2015.

Référence de publication: 2015196596/10.
(150220543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

B8WB S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6370 Haller, 2, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 128.364.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015196598/10.
(150220528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Badajoz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 87.230.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2015.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2015196570/12.

(150221071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

VITTORIA PALERMO Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 184.980.

Le bilan de la société au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015196382/12.

(150219540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2015.

C.R.T., Société Anonyme.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 19, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 144.023.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, le 04/12/2015.

Référence de publication: 2015196602/10.

(150220006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Cannellis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6136 Junglinster, 20C, rue de la Montagne.

R.C.S. Luxembourg B 177.422.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 04/12/2015.

Référence de publication: 2015196604/10.

(150220445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Chetif Financial S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 179.185.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015196622/10.

(150220125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Grace Hotel Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 201.774.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third of November.

Before us Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

1. Lao B.V., a private limited liability company, incorporated and existing under the laws of The Netherlands, registered with the Netherlands Chamber of Commerce Commercial Register under number 58164545, having its registered office at Prins Bernhardplein 200, 1097 JB Amsterdam, The Netherlands,

here represented by Me Michel Jonas, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on 23 November 2015,

2. AXA Lebensversicherung AG, a public company, incorporated and existing under the laws of Germany, registered under company registration Handelsregister B, Amtsgericht Köln, HRB 271, having its registered office at Colonia - Allee 10-20, 51067 Köln,

here represented by Me Michal Jonas, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on 23 November 2015, and

3. Arbejdsmarkedets Tillaegspension, a self-owned organization, existing under the laws of Denmark, registered in Denmark under registration number CVR 43405810, having its registered office at Kongens Vaenge 8, 3400 Hillerod, Denmark,

here represented by Me Michael Jonas, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on 23 November 2015.

The said proxies, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (*société à responsabilité limitée*) which they wish to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (*société à responsabilité limitée*) under the name Grace Hotel Investments S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 An additional purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by (i) six thousand two hundred and fifty (6,250) class A shares (the "Class A Shares") and (ii) six thousand two hundred and fifty (6,250) class B shares (the "Class B Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders representing three quarters of the rights owned by the surviving shareholders. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office. The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of different classes, namely class A managers (the “Class A Managers”) and class B managers (the “Class B Managers”). Any reference made hereinafter to the “managers” shall be construed as a reference to the Class A Managers and/or the Class B Managers, depending on the context and as applicable.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall meet upon call by one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers, the board of managers may deliberate or act validly only if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager is present or represented at the meeting.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers, decisions shall be taken by a majority of the managers present or represented including at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

17.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by (i) the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or (ii) by one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager if applicable. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager if applicable.

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 19. Dealing with third parties.

19.1 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or if the Company has several managers, by the joint signatures of any two (2) managers, or by the joint signatures of one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager if applicable, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision**Art. 20. Auditor(s).**

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 A statutory auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The statutory auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of statutory auditor(s) is suppressed.

20.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year of which the annual accounts have been approved, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 25. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2016.
2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed as follows:

- three thousand one hundred and twenty-five (3,125) Class A Shares have been subscribed by AXA Lebensversicherung AG, aforementioned, for the price of three thousand one hundred and twenty-five euro (EUR 3,125);
- three thousand one hundred and twenty-five (3,125) Class A Shares have been subscribed by Lao B.V., aforementioned, for the price of three thousand one hundred and twenty-five euro (EUR 3,125); and
- six thousand two hundred and fifty (6,250) Class B Shares have been subscribed by Arbejdsmarkedets Tillaegspension, aforementioned, for the price of six thousand two hundred and fifty euro (EUR 6,250).

The shares so subscribed have been fully paid up by contributions in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Resolutions of the shareholders

The incorporating shareholders, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, have passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg.

2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:

(i) Amal Del Monaco, born in Tetuan, Morocco, on 5 June 1973, professionally residing at 100 Esplanade du Général de Gaulle, F-92932 La Défense Cedex, is appointed as Class A Manager;

(ii) Michel Martin, born in Metz, France, on 3 May 1981, professionally residing at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, is appointed as Class A Manager;

(iii) Michael Nielsen, born in Hoje Taastrup, Denmark, on 1 August 1959, residing at Bronzealderen 16B Flong, DK-2640 Hedehusene, is appointed as Class B Manager; and

(iv) RCS Management (Luxembourg) S.à r.l., a private limited liability company registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 103337, with a registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of EUR 12,500 is appointed as Class B Manager.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède.

L'an deux mille quinze, le vingt-trois novembre,

par devant nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

ONT COMPARU:

1) Lao B.V., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois des Pays-Bas, immatriculée au Netherlands Chamber of Commerce Commercial Register sous le numéro 58164545, ayant son siège social à Prins Bernhardplein 200, 1097 JB Amsterdam, Pays-Bas,

dûment représentée par Maître Michael Jonas, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 23 novembre 2015,

2) AXA Lebensversicherung AG, une société anonyme, constituée et existant selon les lois de la République fédérale d'Allemagne, immatriculée au Handelsregister B, Amtsgericht Köln sous le numéro HRB 271, ayant son siège social à Colonia - Allee 10-20, 51067 Cologne, République fédérale d'Allemagne,

dûment représentée par Maître Michael Jonas, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 23 novembre 2015, et

3) Arbejdsmarkedets Tillaegspension, une organisation auto-détenue, existant sous les lois du Danemark, immatriculée au Danemark sous le numéro CVR 43405810, ayant son siège social à Kongens Vaenge 8, 3400 Hillerod, Danemark,

dûment représentée par Maître Michael Jonas, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 23 novembre 2015.

Lesdites procurations, paraphées ne varietur par le mandataire des comparantes et le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Les comparantes ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'ils souhaitent constituer avec les statuts suivants:

A. Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Nom - Forme. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Grace Hotel Investments S.à r.l.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

2.2 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

2.3 Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

2.4 La Société a, en outre, pour objet l'acquisition et la vente de biens immobiliers soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger, y compris la détention de participations directes ou indirectes dans des sociétés luxembourgeoises ou

étrangères dont l'objet principal est l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

2.5 La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par (i) six mille deux cent cinquante (6,250) parts sociales de catégorie A (les «Parts Sociales de Catégorie A») et (ii) six mille deux cent cinquante (6,250) parts sociales de catégorie B (les «Parts Sociales de Catégorie B») ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

5.3 La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 Les parts sociales de la Société sont nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, avec un nombre maximal de quarante (40) associés.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des parts sociales - Transfert des parts sociales.

7.1 Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'associé demandeur.

7.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette part sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

7.3 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

7.4 Inter vivos, les parts sociales seront uniquement transférables à de nouveaux associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les associés représentant une majorité des trois quarts du capital social.

7.5 Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

7.6 En cas de décès, les parts sociales de l'associé décédé pourront être uniquement transférées au nouvel associé sous réserve qu'un tel transfert ait été approuvé par les associés survivants représentant les trois quarts des droits des survivants. Un tel agrément n'est cependant pas requis dans l'hypothèse où les parts sociales sont transférées soit aux ascendants, descendants ou au conjoint survivant ou à tout autre héritier légal de l'associé décédé.

C. Décisions des associés

Art. 8. Décisions collectives des associés.

8.1 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

8.2 Chaque associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient.

8.3 Dans l'hypothèse où et tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

8.4 En cas d'associé unique, cet associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des présents statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des associés» devra être entendue comme une référence à l'associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés seront exercés par l'associé unique.

Art. 9. Assemblées générales des associés. Dans l'hypothèse où la Société aurait plus de vingt-cinq (25) associés, une assemblée générale des associés devra être tenue au minimum dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice social au Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit tel que précisé dans la convocation à cette assemblée générale. D'autres assemblées générales d'associés pourront être tenues aux lieux et heures indiquées dans les convocations aux assemblées générales correspondantes. Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 10. Quorum et vote.

10.1 Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il détient.

10.2 Sous réserve d'un quorum plus élevé prévu par les présents statuts ou la Loi, les décisions collectives des associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première réunion ou consultation par écrit, les associés peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois par lettres recommandées avec le même ordre du jour et les décisions sont valablement prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Art. 11. Changement de nationalité. Les associés ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des associés.

Art. 12. Modification des statuts. Toute modification des statuts requiert l'accord d'une (i) majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

D. Gérance

Art. 13. Pouvoirs du gérant unique - Composition et pouvoirs du conseil de gérance.

13.1 La Société peut être gérée par un ou plusieurs gérants. Si la Société a plusieurs gérants, les gérants forment un conseil de gérance.

13.2 Lorsque la Société est gérée par un gérant unique, le cas échéant et lorsque le terme «gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans ces statuts, une référence au «conseil de gérance» dans ces statuts devra être entendue comme une référence au «gérant unique».

13.3 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 14. Nomination, révocation des gérants et durée du mandat des gérants.

14.1 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui détermine sa (leur) rémunération et la durée de son (leur) mandat. L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de catégories différentes, à savoir des gérants de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») et des gérants de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»). Toute référence faite ci-après aux «gérants» doit s'interpréter comme une référence aux Gérants de Catégorie A et/ou Gérants de Catégorie B en fonction du contexte et le cas échéant.

14.2 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) et peu(ven)t être librement révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Art. 15. Vacance d'un poste de gérant.

15.1 Dans l'hypothèse où un poste de gérant deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, la faillite, la démission ou pour tout autre motif, cette vacance peut être pourvue de manière temporaire et pour une période ne pouvant excéder celle du mandat initial du gérant remplacé par les gérants restants jusqu'à la prochaine assemblée des associés appelée à statuer sur la nomination permanente, conformément aux dispositions légales applicables.

15.2 Dans l'hypothèse où la vacance survient alors que la Société est gérée par un gérant unique, cette vacance est comblée sans délai par l'assemblée générale des associés.

Art. 16. Convocation aux réunions du conseil de gérance.

16.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation d'un (1) Gérant de Catégorie A et d'un (1) Gérant de Catégorie B. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.

16.2 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au minimum vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnées dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent conseil de gérance, communiquée à tous les membres du conseil de gérance.

16.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 17. Conduite des réunions du conseil de gérance.

17.1 Le conseil de gérance peut élire un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du conseil de gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

17.2 Le président du conseil de gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut nommer provisoirement un autre gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

17.3 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant tout autre gérant comme son mandataire par écrit, ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du conseil de gérance.

17.4 Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

17.5 Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance. Dans l'hypothèse où l'assemblée générale des associés a nommé des gérants de catégories différentes, le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B est présent ou représenté à la réunion du conseil de gérance.

17.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance. Dans l'hypothèse où l'assemblée générale des associés a nommé des gérants de catégories différentes, les décisions doivent être adoptées par une majorité de gérants présents ou représentés comprenant au moins un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B. Le président du conseil de gérance, le cas échéant, ne dispose pas d'une voix prépondérante.

17.7 Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 18. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance; procès-verbaux des décisions du gérant unique.

18.1 Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par (i) le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président temporaire, et le secrétaire, le cas échéant, ou (ii) par un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B, le cas échéant. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le président le cas échéant, ou par un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B, le cas échéant.

18.2 Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

Art. 19. Rapports avec les tiers.

19.1 La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances (i) par la signature du gérant unique, ou, si la Société a plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux (2) gérants, ou (ii) par la signature conjointe d'un (1) Gérant de Catégorie A et d'un (1) Gérant de Catégorie B, le cas échéant, ou (ii) la signature conjointe ou la seule signature

de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance, dans les limites de cette délégation.

E. Audit et surveillance

Art. 20. Commissaire(s) - réviseur(s) d'entreprises agréé(s) .

20.1 Dans l'hypothèse où, et tant que la Société aura plus de vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.

20.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des associés.

20.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

20.4 Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

20.5 Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des associés que pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 21. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 22. Comptes annuels - Distribution des bénéfices.

22.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

22.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

22.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.

22.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

22.5 Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

22.6 Les distributions aux associés sont effectuées en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 23. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

23.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

23.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents statuts.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

24.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera distribué entre les associés en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 25. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2016.
2. Des acomptes sur dividendes pourront être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

Souscription et paiement

Les douze mille cinq cent (12,500) parts sociales émises ont été souscrites comme suit:

- trois mille cent vingt-cinq (3,125) Parts Sociales de Catégorie A ont été souscrites par AXA Lebensversicherung AG, susmentionnée, pour un prix de trois mille cent vingt-cinq euros (EUR 3,125);
- trois mille cent vingt-cinq (3,125) Parts Sociales de Catégorie A ont été souscrites par Lao B.V., susmentionnée, pour un prix de trois mille cent vingt-cinq euros (EUR 3,125);
- six mille deux cent cinquante (6,250) Parts Sociales de Catégorie B ont été souscrites par Arbejdsmarkedets Tillaegspension, susmentionnée, pour un prix de souscription de six mille deux cent cinquante euros (EUR 6,250).

Toutes les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par voie d'apport en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est dès à présent à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

L'apport global d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12,500) est entièrement affecté au capital social.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué à environ mille quatre cents euros (EUR 1.400).

Résolutions des associés

Les associés fondateurs, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé aux formalités de convocation, ont adopté les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est établie au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants pour une durée indéterminée:

(i) Amal Del Monaco, née à Tetuan, Maroc, le 5 juin 1973, résidant professionnellement au 100 Esplanade du Général de Gaulle, F-92932 La Défense Cedex, en tant que Gérant de Catégorie A;

(ii) Michel Martin, né à Metz, France, le 3 mai 1981, résidant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que Gérant de Catégorie A;

(iii) Michael Nielsen, né à Hoje Taastrup, Danemark, le 1 août 1959, résidant à Bronzealderen 16B Flong DK-2640 Hedehusene, en tant que Gérant de Catégorie B; et

(iv) RCS Management (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103337, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, ayant un capital social de 12,500 euros, en tant que Gérant de Catégorie B.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande des comparantes que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande des mêmes comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire des comparantes connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire des comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Jonas, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 24 novembre 2015. GAC/2015/10204. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 27 novembre 2015.

Référence de publication: 2015191904/584.

(150215397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Highstreet V PropCo IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 201.760.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the twenty-fourth day of November.

Before, Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

HIGHSTREET V HoldCo S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR 100,000 (one hundred thousand Euro), with registered office at L-2163

Luxembourg, 35, avenue Monterey, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under the number B 201455,

here represented by Mr Patrick CHANTRAIN, avocat à la Cour, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Luxembourg on 19 November 2015.

Said proxy, after having been initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated.

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) by the name of "HIGHS-TREET V PropCo IV S.à r.l." (the Company).

Art. 2. Corporate object. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

In addition, the Company may acquire and sell real estate properties, for its own account, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad and it may carry out all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the manager/board of managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital. The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro), represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares having a par value of EUR 1.- (one Euro) per share.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholder meeting, in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 7. Profit sharing. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares *inter vivos* to third parties must be authorized by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorization is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares *mortis causa* to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) will apply.

Art. 10. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves or funds to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 11. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not terminate the Company.

Art. 12. Management. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The general meeting of the shareholders may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace the manager or, in case of plurality, any one of them.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in all circumstances in the name and on behalf of the Company and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of the shareholders fall within the power of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, and, in the case of plurality of managers, by the sole signature of any member of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, any manager may subdelegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The manager, or in case of plurality of managers, the delegating manager will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the board of managers.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In the case of plurality of managers, written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers can be convened by any manager. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by any managers attending the board meeting, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.

Art. 13. Liability of the manager(s). The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. General meetings of the shareholders. An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

Art. 15. Shareholders' voting rights, quorum and majority. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the Companies Act.

Art. 16. Financial year. The Company's year starts on the 1 January and ends on 31 December of each year.

Art. 17. Financial statements. Each year, with reference to 31st December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. Appropriation of profits, reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The general meeting shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 19. Liquidation. At the time of winding up of the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Statutory auditor - External auditor. In accordance with article 200 of the Companies Act, the Company needs only to be audited by a statutory auditor if it has more than 25 (twenty-five) shareholders. An approved independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies, as amended does not apply.

Art. 21. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and Payment

All shares have been subscribed as follows:

HIGHSTREET V HoldCo S.à r.l.	12,500 (twelve thousand five hundred) shares
Total:	12,500 (twelve thousand five hundred) shares

All shares have been fully paid-up by contribution in cash, so that the sum of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro) is at the free disposal of the Company; evidence of which has been given to the undersigned notary.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2016.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand one hundred euro (EUR 1,100.-).

Extraordinary General Meeting

Immediately after the incorporation, the sole shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1. the number of managers is set at 1 (one). The sole shareholder appoints as sole manager of the Company for an unlimited period of time:

Matthias Sprenker, born on 21 February 1954 in Mülheim an der Ruhr (Germany), with professional address at L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey; and

2. the registered office is established at L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above, in witness whereof, the undersigned notary, has signed on the date and year first hereabove mentioned.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am vierundzwanzigsten November.

Vor Maître Edouard DELOSCH, Notar mit Amtswohnsitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

HIGHSTREET V HoldCo S.à r.l., eine société à responsabilité limitée luxemburgischen Rechts, dessen Gesellschaftskapital EUR 100.000,- (einhunderttausend Euro) beträgt, mit Gesellschaftssitz in L-2163 Luxemburg, 35, avenue Monterey, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 201455,

vertreten durch Herrn Patrick CHANTRAIN, avocat à la Cour, mit Berufsanschrift in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift, ausgestellt in Luxembourg, am 19. November 2015.

Die Vollmacht wird, nach Unterzeichnung ne varietur durch den Vertreter der Erschienenen und den unterzeichneten Notar dieser Urkunde als Anlage beigefügt und zusammen mit dieser zur Eintragung eingereicht.

In ihrer oben angegebenen Eigenschaft ersucht die Erschienene den unterzeichneten Notar, die Satzung der Gesellschaft mit beschränkter Haftung, die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Name. Es besteht hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter der Bezeichnung „HIGHSTREET V PropCo IV S.à r.l.“ (die Gesellschaft).

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist, Beteiligungen an luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften in welcher Form auch immer und alle anderen Arten von Investitionen vorzunehmen im Wege des Erwerbs oder der Veräußerung von Wertpapieren durch Kauf oder Verkauf, Tausch oder durch Zeichnung oder in jeder anderen Art und Weise, sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft darf außerdem auf eigene Rechnung in Luxemburg und im Ausland Immobilien erwerben und veräußern, und sie darf alle Aktivitäten, die im Zusammenhang mit Immobiliengeschäften stehen, ausführen, unter anderem direkte oder indirekte Beteiligungen an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften halten, deren Hauptzweck der Erwerb und die Veräußerung, aber auch die Verwaltung, Vermietung von Immobilien und die Durchführung von Bauprojekten ist.

Die Gesellschaft darf Kredite an Gesellschaften vergeben, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält, sowie an Gesellschaften, die derselben Unternehmensgruppe angehören, oder diese Gesellschaften in einer anderen Art und Weise unterstützen.

Die Gesellschaft darf alle Aktivitäten kommerzieller, industrieller und finanzieller Natur ausführen, die direkt oder indirekt in Zusammenhang mit dem Gesellschaftszweck stehen oder den Gesellschaftszweck fördern.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Sitz der Gesellschaft. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss der Gesellschafterversammlung kann der Sitz an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Er kann innerhalb der Gemeinde durch einfachen Beschluss des Geschäftsführers oder des Geschäftsführerrats verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Büros und Zweigniederlassungen im Inland und Ausland errichten und unterhalten.

Art. 5. Kapital der Gesellschaft. Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 12.500 (zwölftausendfünfhundert Euro), eingeteilt in 12.500 (zwölftausendfünfhundert) Anteile mit einem Nennwert von je EUR 1,- (ein Euro) pro Anteil.

Art. 6. Änderungen des Gesellschaftskapitals. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit gemäß Artikel 15 dieser Satzung durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder der Gesellschafterversammlung geändert werden.

Art. 7. Gewinnbeteiligung. Jedem Anteil entspricht ein im Verhältnis zu der Gesamtzahl der Anteile stehendes Anrecht auf die Aktiva und die Gewinne der Gesellschaft.

Art. 8. Unteilbarkeit der Anteile. Gegenüber der Gesellschaft sind einzelne Anteile unteilbar; pro Anteil erkennt die Gesellschaft nur einen Inhaber an. Mitinhaber müssen gegenüber der Gesellschaft eine einzige Person als ihren Vertreter benennen.

Art. 9. Übertragung von Gesellschaftsanteilen. Anteile eines Alleingeschafters sind frei übertragbar.

Bei mehreren Gesellschaftern kann die Übertragung von Anteilen auf Dritte im Wege eines Rechtsgeschäfts unter Lebenden nur mit Genehmigung durch die Gesellschafterversammlung erfolgen, wobei für eine solche Genehmigung eine Mehrheit nach Stimmen erreicht werden muss, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten. Für die Übertragung von Anteilen unter Gesellschaftern der Gesellschaft bedarf es einer solchen Genehmigung nicht.

Die Übertragung der Anteile an Dritte im Falle des Todes eines Geschafters bedarf der Zustimmung von mindestens drei Vierteln der überlebenden Geschafter.

In jedem Fall müssen die Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (Gesetz von 1915) eingehalten werden.

Art. 10. Rückkauf von Anteilen. Die Gesellschaft ist ermächtigt, Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital zu kaufen, soweit sie über genügend verfügbare Reserven verfügt.

Die Gesellschaft kann Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital nur auf Grund eines entsprechenden Beschlusses durch die Gesellschafterversammlung bzw. durch einen entsprechenden Alleingeschafterbeschluss zu den in dem zum Eigenanteilerwerb ermächtigenden Beschluss festgelegten Bedingungen erwerben oder veräußern. Derartige Beschlüsse unterliegen hinsichtlich der Beschlussfähigkeit und der erforderlichen Mehrheit den in Artikel 15 der Satzung niedergelegten Voraussetzungen einer Satzungsänderung.

Art. 11. Tod, Aberkennung der bürgerlichen Rechte, Zahlungsunfähigkeit oder Konkurs der Gesellschafter. Das Bestehen der Gesellschaft bleibt unberührt vom Tode, der Aberkennung der bürgerlichen Rechte, der Zahlungsunfähigkeit oder dem Konkurs eines Gesellschafters. Dies gilt auch im Falle eines Alleingeschafters.

Art. 12. Geschäftsführung. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer. Wenn mehrere Geschäftsführer bestellt werden, bilden sie einen Geschäftsführerrat. Der (die) Geschäftsführer muss (müssen) kein(e) Gesellschafter sein. Der (die) Geschäftsführer wird (werden) durch die Gesellschafterversammlung ernannt, abberufen und ersetzt, wobei eine Mehrheit nach Stimmen erreicht werden muss, die mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertritt.

Die Gesellschafterversammlung kann jederzeit den Geschäftsführer, oder wenn mehrere Geschäftsführer bestellt wurden, jeden von ihnen ad nutum (ohne Angabe von Gründen) abberufen und ersetzen.

Der oder die Geschäftsführer haben umfassende Vertretungsmacht, die Gesellschaft gegenüber Dritten zu vertreten und alle Handlungen und Geschäfte, die in Zusammenhang mit dem Gesellschaftszweck stehen, auszuführen, sofern die Regelungen dieses Artikels 12 beachtet werden.

Der Geschäftsführer oder, bei einer Mehrheit von Geschäftsführern, der Geschäftsführerrat, ist zuständig in allen Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung zugewiesen sind.

Wenn die Gesellschaft nur einen Geschäftsführer hat, wird sie durch die Unterschrift des Geschäftsführers verpflichtet; bei Mehrheit von Geschäftsführern wird die Gesellschaft durch die alleinige Unterschrift eines jeden Geschäftsführers verpflichtet.

Die Gesellschafterversammlung, der Geschäftsführer, oder, im Fall einer Mehrheit von Geschäftsführern, jeder einzelne Geschäftsführer kann seine Befugnisse in Anbetracht bestimmter Handlungen an einen oder mehrere ad-hoc-Bevollmächtigte delegieren. Die Gesellschafterversammlung, der Geschäftsführer, oder im Fall von mehreren Geschäftsführern, der jeweilige oder die jeweiligen Geschäftsführer, der (die) seine (ihre) Befugnisse delegiert (delegieren), legt (legen) die Verantwortlichkeiten und die Vergütung des Bevollmächtigten (wenn das Mandat vergütet wird), die Dauer der Bevollmächtigung und alle anderen relevanten Bedingungen fest.

Wenn die Gesellschaft mehr als einen Geschäftsführer hat, werden die Beschlüsse des Geschäftsführerrates mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Wenn die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, können Beschlüsse nur gefasst werden und kann der Geschäftsführerrat nur handeln, wenn mehr als die Hälfte der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist.

Der Geschäftsführerrat darf einen Vorsitzenden auf Zeit für jede Sitzung des Geschäftsführerrates wählen. Sofern ein Vorsitzender gewählt worden ist, führt dieser den Vorsitz der Sitzung, für die er gewählt wurde. Der Vorsitzende auf Zeit, sofern einer gewählt worden ist, wird von der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gewählt.

Wenn die Gesellschaft mehr als einen Geschäftsführer hat, muss jede Sitzung wenigstens 24 (vierundzwanzig) Stunden im Voraus schriftlich per Brief, Fax oder E-Mail gegenüber jedem Geschäftsführer einberufen werden, außer im Falle von Dringlichkeit. Eine Sitzung des Geschäftsführerrates kann von jedem Geschäftsführer einzeln einberufen werden. Wenn alle Geschäftsführer, ob anwesend oder vertreten, in der Sitzung erklären, dass sie über die Tagesordnung informiert wurden, kann auf die Einberufung verzichtet werden. Wenn eine Sitzung des Geschäftsführerrates zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten wird, die vorher in einem Beschluss des Geschäftsführerrates festgelegt wurden, ist eine gesonderte Einberufung entbehrlich.

Jeder Geschäftsführer kann sich vertreten lassen, indem er per Brief, Fax oder E-Mail einen anderen Geschäftsführer zu seinem Vertreter bestellt. Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung per Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch jedes andere ähnliche Kommunikationsmittel, das es den an der Sitzung teilnehmenden Geschäftsführern erlaubt, persönlich ausgewiesen an der Sitzung und an ihrer Beratung teilzunehmen. Ein Geschäftsführer, der an einer Sitzung des Geschäftsführerrates im Wege einer Telefon- oder Videokonferenz, oder über jedes andere, ähnliche Kommunikationsmittel (wie oben beschrieben) teilnimmt, gilt als persönlich anwesend; eine solche über Fernkommunikationsmittel abgehaltene Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten. Die Beschlüsse des Geschäftsführerrates werden in einem Sitzungsprotokoll festgehalten, welches am Sitz der Gesellschaft aufbewahrt wird und von den an der Sitzung teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführern, im Falle einer von einem Vorsitzenden geleiteten Sitzung von diesem, unterschrieben wird. Die Vertretungsvollmachten, sofern diese ausgestellt wurden, sind dem Protokoll als Anlage beizufügen.

Ungeachtet der vorhergehenden Bestimmungen können Beschlüsse des Geschäftsführerrates auch auf schriftlichen Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse) und aus einem oder mehreren Dokumenten, bestehen die die Beschlüsse enthalten, wenn sie von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates unterschrieben werden. Als Datum der Beschlussfassung eines

solchen Umlaufbeschlusses gilt das Datum der letzten Unterschrift. Ein Umlaufbeschluss gilt als Sitzung, die in Luxemburg stattgefunden hat.

Art. 13. Verbindlichkeiten des Geschäftsführers/der Geschäftsführer. Der/Die Geschäftsführer (je nachdem) haftet/en nicht persönlich für im Rahmen ihrer Funktion ordnungsgemäß im Namen der Gesellschaft eingegangene Verbindlichkeiten.

Art. 14. Generalversammlung der Gesellschafter. Eine jährliche Generalversammlung des Alleingesellschafters oder bei einer Mehrheit von Gesellschaftern der Gesellschafter wird am Sitz der Gesellschaft abgehalten, oder an jedem anderen in der Gemeinde des Gesellschaftssitzes befindlichen Ort, der im Einberufungsschreiben angegeben wird.

Andere Versammlungen des Alleingesellschafters oder bei einer Mehrheit von Gesellschaftern der Gesellschafter können jederzeit an jedem beliebigen Ort abgehalten werden, der im jeweiligen Einberufungsschreiben angegeben wird.

Solange die Gesellschaft nicht mehr als 25 (fünfundzwanzig) Gesellschafter hat, dürfen Gesellschafterbeschlüsse schriftlich von allen Gesellschaftern gefasst werden, ohne dass es einer Generalversammlung bedarf. In diesem Fall, muss ein präziser Entwurf des Beschlusses oder der anzunehmenden Beschlüsse an jeden Gesellschafter geschickt werden, und jeder Gesellschafter gibt seine Stimme schriftlich ab (die Abstimmung kann durch Brief, Fax oder E-Mail erfolgen).

Art. 15. Stimmrecht der Gesellschafter, Beschlussfähigkeit und Mehrheit. Ein Alleingesellschafter vereinigt alle Befugnisse der Gesellschafterversammlung auf sich.

Im Falle einer Mehrheit von Gesellschaftern hat jeder Gesellschafter das Recht, an gemeinsamen Entscheidungen teilzunehmen, unabhängig von seiner Kapitalbeteiligung. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie Anteile auf ihn entfallen. Im Falle einer Mehrheit von Gesellschaftern werden gemeinsame Beschlüsse rechtskräftig angenommen, wenn sie durch Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, angenommen werden.

Änderungen der Satzung der Gesellschaft können, sofern das Gesetz von 1915 nichts anderes zulässt, jedoch nur durch eine Stimmenmehrheit von Gesellschaftern verabschiedet werden, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten; die Änderung der Nationalität der Gesellschaft kann nur einstimmig beschlossen werden.

Art. 16. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 17. Finanzberichte. Jedes Jahr zum 31. Dezember werden die Bücher der Gesellschaft für das abgelaufene Geschäftsjahr geschlossen und die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Mehrheit von Geschäftsführern, vom Geschäftsführerrat, aufgestellt.

Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in die Bilanz und in die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Art. 18. Gewinnverteilung - Rücklagen. Der Nettogewinn der Gesellschaft errechnet sich aus dem Bruttogewinn nach Abzug aller Kosten und Abschreibungen. Aus dem Nettogewinn der Gesellschaft sind fünf Prozent (5%) in die Bildung einer gesetzlichen Rücklage einzubringen, bis diese Rücklage betragsmäßig zehn Prozent (10%) des gezeichneten Gesellschaftskapitals erreicht. Die Gesellschafterversammlung entscheidet wie der restliche Jahresreingewinn verwendet wird. Der Geschäftsführer oder, bei einer Mehrheit von Geschäftsführern die Geschäftsführer, kann bzw. können beschließen, Zwischendividenden auszuzahlen.

Art. 19. Auflösung - Abwicklung. Nach Auflösung der Gesellschaft wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren, die Gesellschafter sein können, durchgeführt. Der Liquidator bzw. die Liquidatoren werden durch die Gesellschafter unter Festlegung ihrer Befugnisse und Vergütungen ernannt.

Art. 20. Aufsicht und Kontrolle. Gemäß Artikel 200 des Gesetzes von 1915 muss die Gesellschaft einen Wirtschaftsprüfer (commissaire aux comptes) ernennen, wenn sie mehr als 25 (fünfundzwanzig) Gesellschafter hat. Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) muss ernannt werden, wenn die Befreiung nach dem Artike 69(2) des abgeänderten Gesetzes vom 19 Dezember 2002 über das Handels- und Gesellschaftsregister, wie abgeändert, keine Anwendung findet.

Art. 21. Verweis auf gesetzliche Bestimmungen. Alle Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt werden, unterliegen dem Gesetz von 1915.

Zeichnung und Einzahlung

Die Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

HIGHSTREET V HoldCo S.à r.l.	12.500 (zwölftausendfünfhundert) Anteile
Total:	12.500 (zwölftausendfünfhundert) Anteile

Alle Anteile wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass die Summe von EUR 12.500,- (zwölftausendfünfhundert Euro) ab sofort der Gesellschaft zur Verfügung steht; ein entsprechender Nachweis wurde dem unterzeichneten Notar gegenüber erbracht.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt heute und endet am 31. Dezember 2016.

Kosten

Die Kosten und Auslagen, die der Gesellschaft für diese Gründung entstehen oder die sie zu tragen hat, belaufen sich auf ungefähr eintausend einhundert Euro (EUR 1.100.-).

Generalversammlung der Gesellschafter nach der Gründung

Im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft hat der alleinige Gesellschafter, der das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital auf sich vereinigt, folgende Beschlüsse gefasst:

1. der Geschäftsführerrat hat 1 (ein) Mitglied. Zum alleinigen Geschäftsführer der Gesellschaft wird folgende Person für eine unbestimmte Zeit ernannt:

Herr Matthias Sprenger, geboren am 21. Februar 1954 in Mülheim an der Ruhr (D), mit Berufsanschrift in L-2163 Luxemburg, 35, avenue Monterey; und

2. der Sitz der Gesellschaft wird unter folgender Anschrift festgesetzt: L-2163 Luxemburg, 35, avenue Monterey.

Der unterzeichnete Notar, der der englischen Sprache mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der erschienenen Partei diese Urkunde in englischer Sprache verfasst und mit einer deutschen Übersetzung versehen ist und dass im Falle einer Abweichung des englischen vom deutschen Text der englische Text maßgebend ist.

Worüber die vorliegende Urkunde zum eingangs genannten Datum in Luxemburg erstellt wird.

Als Zeuge wovon wir, der unterzeichnete Notar, unsere Unterschrift und unser Siegel unter dem oben genannten Datum unter diese Urkunde setzen.

Nach Vorlesen und Erklärung alles Vorstehenden haben der Bevollmächtigte der Erschienenen mit uns, dem unterzeichneten Notar, die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. CHANTRAIN, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 25 novembre 2015. Relation: DAC/2015/19997. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 27. November 2015.

Référence de publication: 2015191963/363.

(150215158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

HAB2 Prop Co. A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.025.000,00.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 175.200.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fourth day of November.

Before Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF, a special limited partnership (société en commandite spéciale) organized as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 189.418, represented by its manager ECE Real Estate Partners S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157.549 and a share capital of one hundred twenty-five thousand euro (EUR 125,000.-),

here represented by José María Ortiz, Director, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, by virtue of a power of attorney dated 23 November 2015,

in its capacity as sole shareholder of HAB2 Prop Co. A S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of thirteen thousand seven hundred fifty euro (EUR 13,750), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 175.200, incorporated on 8 February 2013 pursuant to a deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 832 of 9 April 2013 and whose articles of incorporation have been amended on 18 December 2014 pursuant to a deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 229 of 29 January 2015 (the Company).

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to enact the following:

I. ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of the Company and represents the entire share capital of the Company;

II. the Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of one million, eleven thousand, two hundred and fifty euros (EUR 1,011,250) to raise it from its present amount of thirteen thousand seven hundred and fifty euros (EUR 13,750.-) to one million twenty-five thousand euros (EUR 1,025,000), by the issuance of the following shares:

- Twenty-three thousand seven hundred and fifty (23,750) ordinary shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class A Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class B Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class C Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class D Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class E Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class F Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class G Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class H Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class I Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class J Shares,

each new share having a par value of one Euro (EUR 1.-), these new shares having the same rights as the already existing shares issued by the Company (the Capital Increase).

Second resolution

Subscription - Payment

Thereupon appeared ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF, a special limited partnership (société en commandite spéciale) organized as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 189.418, represented by its manager ECE Real Estate Partners S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157.549, (the Subscriber),

here represented by José María Ortiz, Director, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, by virtue of a power of attorney dated 23 November 2015.

The Subscriber declared to subscribe for the following shares:

- Twenty-three thousand seven hundred and fifty (23,750) ordinary shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class A Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class B Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class C Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class D Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class E Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class F Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class G Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class H Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class I Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class J Shares,

with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, having the same rights as the already existing shares issued by the Company, and to make payment in full for such new shares by a contribution in cash in the amount of one million, eleven thousand, two hundred and fifty euros (EUR 1,011,250) and to give evidence to the undersigned notary that the amount of one million, eleven thousand, two hundred and fifty euros (EUR 1,011,250) is at the disposal of the Company.

The Sole Shareholder resolved to accept said subscription and payment and to allot the following new shares according to the above mentioned subscription:

- Twenty-three thousand seven hundred and fifty (23,750) ordinary shares,

- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class A Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class B Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class C Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class D Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class E Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class F Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class G Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class H Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class I Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class J Shares,

with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, having the same rights as the already existing shares issued by the Company.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to subsequently amend article 5 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 5. Capital.

5.1 The Company’s share capital is set at one million twenty-five thousand euros (EUR 1,025,000.-), represented by (i) twenty five thousand (25,000) ordinary shares, (ii) one hundred thousand (100,000) shares of class A (the “Class A Shares”), (iii) one hundred thousand (100,000) shares of class B (the “Class B Shares”), (iv) one hundred thousand (100,000) shares of class C (the “Class C Shares”), (v) one hundred thousand (100,000) shares of class D (the “Class D Shares”), (vi) one hundred thousand (100,000) shares of class E (the “Class E Shares”), (vii) one hundred thousand (100,000) shares of class F (the “Class F Shares”), (viii) one hundred thousand (100,000) shares of class G (the “Class G Shares”), (ix) one hundred thousand (100,000) shares of class H (the “Class H Shares”), (x) one hundred thousand (100,000) shares of class I (the “Class I Shares”) and (xi) one hundred thousand (100,000) shares of class J (the “Class J Shares”); each in registered form fully paid-up with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 In addition to the issued capital, there may be set up a share premium account to which any share premium paid on the ordinary shares of the Company in addition to its nominal value is transferred. The amount of the share premium account may be used to provide for the payment of any ordinary shares which the Company may repurchase from its shareholder (s), to offset any net realized losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

5.3. The subscribed share capital of the Company may be increased through the issuance of shares, or reduced, by a resolution of the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution adopted in the manner required for amendment of the Articles. In no case may the subscribed share capital be reduced to an amount lower than twenty five thousand euro Euro (EUR 25,000.-). Notwithstanding the above, the share capital of the Company may be reduced through the cancellation of a class of shares, in whole but not in part, consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class as may be determined from time-to-time by the board of managers and approved at the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution, provided however that the Company may not at any time repurchase and cancel the ordinary Shares. In the case of any repurchase and cancellation of a whole class of shares, such repurchase and cancellation of shares shall be made in the following order: (i) Class A Shares; (ii) Class B Shares; (iii) Class C Shares; (iv) Class D Shares; (v) Class E Shares; (vi) Class F Shares; (vii) Class G Shares; (viii) Class H Shares; (ix) Class I Shares and (x) Class J Shares.

5.4. In the event of a reduction of share capital through the cancellation of a whole class of shares consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class (in the order provided for above), each such class of shares entitles the holders thereof (pro rata to their holding in such class of shares) to such portion of the Total Cancellation Amount with respect to the class of shares to be redeemed, and the holders of shares of the repurchased and cancelled shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each share of the relevant class of shares.

5.5. A reduction of share capital through the repurchase of a class of shares may only be made within the respective Class Periods, e.g.:

The period for the Class A Shares is the period starting on the date of the notarial deed of 16 October 2015 and ending no later than on 31 December 2015 (the “Class A Period”).

The period for the Class B Shares is the period starting on the day after the Class A Period and ending on no later than 31 December 2016 (the “Class B Period”).

The period for the Class C Shares is the period starting on the day after the Class B Period and ending no later than on 31 December 2017 (the “Class C Period”).

The period for the Class D Shares is the period starting on the day after the Class C Period and ending no later than on 31 December 2018 (the “Class D Period”).

The period for the Class E Shares is the period starting on the day after the Class D Period and ending on no later than 31 December 2019 (the “Class E Period”).

The period for the Class F Shares is the period starting on the day after the Class E Period and ending on no later than 31 December 2020 (the “Class F Period”).

The period for the Class G Shares is the period starting on the day after the Class F Period and ending on no later than 31 December 2021 (the “Class G Period”).

The period for the Class H Shares is the period starting on the day after the Class G Period and ending no later than on 31 December 2022 (the “Class H Period”).

The period for the Class I Shares is the period starting on the day after the Class H Period and ending no later than on 31 December 2023 (the “Class I Period”).

The period for the Class J Shares is the period starting on the day after the Class I Period and ending no later than on 31 December 2024 (the “Class J Period”).

5.6. Where a class of shares has not been repurchased and cancelled within the relevant Class Period, the redemption and cancellation of such class(es) of shares can be made during a new period (the “New Period”) which shall start on the date after the last Class Period (or as the case may be, the date after the end of the immediately preceding New Period of another class) and end no later than one year after the start date of such New Period. The first New Period shall start on the day after the Class J Period and the class of shares not repurchased and not cancelled in their respective Class Period shall come in the order from class A to class J (to the extent not previously repurchased and cancelled).

For the avoidance of doubt, in the event that a repurchase and cancellation of a class of shares shall take place prior to the last day of its respective Class Period (or as the case may be, New Period), the following Class Period (or as the case may be, New Period) shall start on the day after the repurchase and cancellation of such class of shares and shall continue to end on the day such as initially defined in the Articles above.

Upon the repurchase and cancellation of the entire relevant class(es), the Cancellation Amount will become due and payable by the Company to the Shareholder(s) pro-rata to their holding in such class(es). For the avoidance of doubt the Company may discharge its payment obligation in cash, in kind or by way of set-off.

5.7 The Company may repurchase its shares as provided herein only to the extent otherwise permitted by Law.

5.8. For the purpose of this article:

“Available Amount” means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent shareholders would have been entitled to dividend distributions according to these Articles, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium account up to the amount of losses including carried forward losses) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves (including the share premium account up to the amount of L)

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles.

OD = any annual fixed dividends to which is entitled the holder(s) of the Ordinary Shares pursuant to these Articles.

PE = Profit Entitlement (the annual fixed dividends to which the holder(s) of the classes of Shares is entitled pursuant to these Articles.

The Available Amount, as determined by using the formula described here above, can be increased by any surplus cash or/and assets available to the Company at the time of the redemption, such surplus cash or/and assets being paid from the share premium account up to the amount of the share premium at the time of the redemption.

“Available Liquidities” shall mean (i) all the cash held by the Company (except for cash on term deposits with a remaining maturity exceeding six (6) months), (ii) any readily marketable money market instruments, bonds and notes and any receivable which in the opinion of the Board of Managers will be paid to the Company in the short term less any indebtedness or

other debt of the Company payable in less than six (6) months determined on the basis of the Interim Accounts relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) and (iii) any assets such as shares, stock or securities of other kind held by the Company.

“Cancellation Amount” shall mean an amount not exceeding the Available Amount relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) provided that such Cancellation Amount cannot be higher than the Available Liquidities relating to the relevant Class Period (or New Period).

“Cancellation Value Per Share” means the amount calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the class of shares to be cancelled.

“Class Period” shall mean each of the Class A Period, the Class B Period, the Class C Period, the Class E Period, the Class F Period, the Class G Period, the Class H Period, the Class I Period and the Class J Period.

“Interim Accounts” means the interim accounts of the Company under Luxembourg GAAP as at the relevant Interim Account Date.

“Interim Account Date” means the date no earlier than eight (8) days before the date of the cancellation of a class of shares.

“Total Cancellation Amount” means the amount determined by the board of managers or as the case may be the sole manager and approved at the General Meeting (or as the case may be the sole shareholder of the Company) or by way of Shareholders Circular Resolution on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount shall be lower or equal to the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant class of shares unless otherwise resolved at the General Meeting (or as the case may be by the sole shareholder of the Company) or by way of Shareholders Circular Resolution in the manner provided for an amendment of the Articles, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.”

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 13 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 13. Allocation of profits.

13.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

13.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

13.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) Interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

(vi) the interim dividends shall be allocated and paid in the following order:

the holder(s) of the Class A Shares shall be entitled to a dividend equal to 1% (or alternatively 10%) of the nominal value of the Class A Shares;

the holder(s) of the Class B Shares shall be entitled to a dividend equal to 2% (or alternatively 9%) of the nominal value of the Class B Shares;

the holder(s) of the Class C Shares shall be entitled to a dividend equal to 3% (or alternatively 8%) of the nominal value of the Class C Shares;

the holder(s) of the Class D Shares shall be entitled to a dividend equal to 4% (or alternatively 7%) of the nominal value of the Class D Shares;

the holder(s) of the Class E Shares shall be entitled to a dividend equal to 5% (or alternatively 6%) of the nominal value of the Class E Shares;

the holder(s) of the Class F Shares shall be entitled to a dividend equal to 6% (or alternatively 5%) of the nominal value of the Class F Shares;

the holder(s) of the Class G Shares shall be entitled to a dividend equal to 7% (or alternatively 4%) of the nominal value of the Class G Shares;

the holder(s) of the Class H Shares shall be entitled to a dividend equal to 8% (or alternatively 3%) of the nominal value of the Class H Shares;

the holder(s) of the Class I Shares shall be entitled to a dividend equal to 9% (or alternatively 2%) of the nominal value of the Class I Shares;

the holder(s) of the Class J Shares shall be entitled to a dividend equal to 10% (or alternatively 1%) of the nominal value of the Class J Shares;

the holders of the ordinary Shares shall be entitled to a fixed annual dividend equal to 0.5% of the nominal value of the ordinary Shares.”

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately two thousand three hundred euro (EUR 2,300.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is drawn up in English, followed by a German version and, in case of divergences between the English and German texts, the English version prevails.

WHEREOF the present deed was drawn up in Contern, on the day named at the beginning.

The deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter and the undersigned notary.

Deutsche Uebersetzung des vorstehenden Texts

Am vierundzwanzigsten Tag des Monats November im Jahre zweitausendfünfzehn,

ist vor dem unterzeichnenden Notar Edouard DELOSCH, mit Amtssitz in Diekirch, im Großherzogtum Luxemburg,

ERSCHIENEN:

Die ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF, organisiert als spezialisierter Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé) in Form einer speziellen Kommanditgesellschaft (société en commandite spéciale), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 189.418, vertreten durch ihren Verwalter ECE Real Estate Partners S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 157.549 und ein Gesellschaftskapital von einhundertfünfzigtausend Euro (EUR 125,000.-) hat,

in ihrer Eigenschaft als Alleingesellschafterin der HAB2 Prop Co. A S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach luxemburgischen Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter in L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 175.200, gegründet am 8. Februar 2013 gemäß Urkunde von Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 832 vom 9. April 2013, und deren Satzung am 18. Dezember 2014 abgeändert wurde gemäß Urkunde von Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 229 vom 29. Januar 2015 (die Gesellschaft),

hier vertreten durch José María Ortiz, Geschäftsführer, geschäftsansässig in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund der Vollmacht, welche am 23. November 2015 erteilt wurde.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um diese später bei der Registrierungsbehörde einzureichen.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben dargestellt, hat den unterzeichnenden Notar ersucht, folgendes zu beurkunden:

I. ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF ist Alleingesellschafterin der Gesellschaft (die Alleingesellschafterin) und vertritt das gesamte Gesellschaftskapital;

II. Die Alleingesellschafterin fasst folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschliesst, das Gesellschaftskapital der Gesellschaft um einem Betrag von einer Million elftausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 1,011,250.-) zu erhöhen von seinem gegenwärtigen Betrag in Höhe von dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13,750.-) auf eine Million fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 1,025,000.-), durch Ausgabe der folgenden Anteile:

- Dreiundzwanzigtausendsiebenhundertfünfzig (23,750) Stammanteile,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse A,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse B,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse C,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse D,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse E,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse F,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse G,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse H,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse I,

- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse J, jeder neue Anteil mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1.) und mit den gleichen Rechten ausgestattet wie die bereits existierenden, von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile (die Kapitalerhöhung).

*Zweiter Beschluss
Zeichnung - Zahlung*

Daraufhin erschien die ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF, organisiert als spezialisierter Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé) in Form einer speziellen Kommanditgesellschaft (société en commandite spéciale), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 189.418, vertreten durch ihren Verwalter ECE Real Estate Partners S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handelsund Gesellschaftsregister unter Nummer B 157.549, (die Anteilszeichnerin),

hier vertreten durch José María Ortiz, Geschäftsführer, mit Geschäftsadresse in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, mittels Vorlage einer Vollmacht vom 23. November 2015.

Die Anteilszeichnerin erklärte die Zeichnung der folgenden Anteile:

- Dreiundzwanzigtausendsiebenhundertfünfzig (23,750) Stammanteile,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse A,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse B,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse C,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse D,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse E,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse F,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse G,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse H,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse I,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse J,

mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1.-), und mit den gleichen Rechten ausgestattet wie die bereits existierenden, von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile

und den vollen Betrag für diese neuen Anteile in Höhe von einer Million elftausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 1,011,250.-) in bar einzuzahlen sowie dem unterzeichnenden Notar den Nachweis zu erbringen, dass der Betrag in Höhe von einer Million elftausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 1,011,250.-) jetzt der Gesellschaft zur Verfügung steht.

Die Alleingeschafterin beschloss, die besagte Zeichnung und Zahlung zu akzeptieren und die nachfolgenden neuen Anteile entsprechend der oben erläuterten Zeichnung zuzuweisen:

- Dreiundzwanzigtausendsiebenhundertfünfzig (23,750) Stammanteile,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse A,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse B,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse C,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse D,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse E,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse F,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse G,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse H,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse I,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse J,

mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1.-), und mit den gleichen Rechten ausgestattet wie die bereits existierenden, von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile

Dritter Beschluss

Die Alleingeschafterin beschließt folglich, Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher fortan wie folgt lauten soll:

“ **Art. 5. Kapital.**

5.1 Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf eine Million fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 1,025,000.-), bestehend aus (i) fünfundzwanzigtausend (25,000) Stammanteilen, (ii) einhunderttausend (100,000) Anteilen der Klasse A (die “Klasse A Anteile”), (iii) einhunderttausend (100,000) Anteilen der Klasse B (die “Klasse B”), (iv) einhunderttausend

(100,000) Anteilen der Klasse C (die “Klasse C Anteile”), (v) einhunderttausend (100,000) Anteilen der Klasse D (die “Klasse D Anteile”), (vi) einhunderttausend (100,000) Anteilen der Klasse E (die “Klasse E Anteile”), (vii) einhunderttausend (100,000) Anteilen der Klasse F (die “Klasse F Anteile”), (viii) einhunderttausend (100,000) Anteilen der Klasse G (die “Klasse G Anteile”), (ix) einhunderttausend (100,000) Anteilen der Klasse H (die “Klasse H Anteile”), (x) einhunderttausend (100,000) Anteilen der Klasse I (die “Klasse I Anteile”) und (xi) einhunderttausend (100,000) Anteilen der Klasse J (die “Klasse J Anteile”); jede in registrierter Form und voll eingezahlt mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1.-).

5.2 Zusätzlich zum gezeichneten Gesellschaftskapital kann ein Rücklagenkonto für das Emmissionsagio eingerichtet werden, auf welchem das auf die Stammanteile über deren Nominalwert eingezahlten Emmissionsagio als Kapitalrücklage verbucht werden kann. Der Betrag des Rücklagenkontos kann für Zahlungen der Gesellschaft an ihre(n) Gesellschafter im Rahmen des Rückerwerbs von Stammanteilen, zum Ausgleich des realisierten Nettoverlusts, für Ausschüttungen an den/die Gesellschafter in Form von Dividenden verwendet werden oder der gesetzlichen Kapitalrücklage zugeführt zu werden.

5.3. Durch Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter, der in Übereinstimmung mit den für eine Satzungsänderung erforderlichen Bestimmungen zu fassen ist, kann das gezeichnete Gesellschaftskapital durch die Ausgabe von Anteilen erhöht oder herabgesetzt werden. In keinem Fall darf das Gesellschaftskapital unter einen Betrag von fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,-) fallen. Dessen ungeachtet kann das Gesellschaftskapital der Gesellschaft verringert werden durch die Löschung einer gesamten Anteilsklasse (nicht jedoch eines Teils der Anteilsklasse), welche durch Rückerberwerb und Annullierung aller in dieser Klasse ausgegebenen Anteilen erfolgt, wie es von Zeit zu Zeit durch den Geschäftsführungsrat entschieden und durch die Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigt wird; der Rückerberwerb und die Annullierung von Stammanteilen durch die Gesellschaft sind ausgeschlossen. Sofern der Rückerberwerb und die Annullierung einer gesamten Klasse beabsichtigt sind, haben diese in der folgenden Reihenfolge zu erfolgen: (i) Klasse A Anteile; (ii) Klasse B Anteile; (iii) Klasse C Anteile; (iv) Klasse D Anteile; (v) Klasse E Anteile; (vi) Klasse F Anteile; (vii) Klasse G Anteile; (viii) Klasse H Anteile; (ix) Klasse I Anteile und (x) Klasse J Anteile.

5.4. Im Falle der Kapitalherabsetzung durch Löschung einer gesamten Anteilsklasse durch Rückerberwerb und Annullierung aller ausgegebenen Anteile in der betreffenden Klasse (gemäß obiger Reihenfolge) steht jedem Inhaber von Anteilen dieser Anteilsklasse (pro rata gemäß der gehaltenen Anteile in der jeweiligen Anteilsklasse) ein anteiliger Anspruch aus dem Gesamtannullierungsbetrag in Bezug auf die einzuziehende Anteilsklasse zu; und jeder Inhaber von rückerworbenen oder annullierten Anteilen erhält von der Gesellschaft einen Betrag, der dem Annullierungswert pro Anteil für jeden Anteil der relevanten Anteilsklasse entspricht.

5.5. Eine Verminderung des Gesellschaftskapitals durch Rückerberwerb einer Anteilsklasse kann nur innerhalb der betreffenden Klassenperiode erfolgen, z.B.:

Die Periode für die Anteile der Klasse A ist die Periode beginnend vom Zeitpunkt der notariellen Urkunde vom 16. Oktober 2015 bis längstens 31. Dezember 2015 (die Klasse A Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse B ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse A Periode bis längstens 31. Dezember 2016 (die Klasse B Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse C ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse B Periode bis längstens 31. Dezember 2017 (die Klasse C Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse D ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse C Periode bis längstens 31. Dezember 2018 (die Klasse D Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse E ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse D Periode bis längstens 31. Dezember 2019 (die Klasse E Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse F ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse E Periode bis längstens 31. Dezember 2020 (die Klasse F Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse G ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse F Periode bis längstens 31. Dezember 2021 (die Klasse G Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse H ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse G Periode bis längstens 31. Dezember 2022 (die Klasse H Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse I ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse H Periode bis längstens 31. Dezember 2023 (die Klasse I Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse J ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse I Periode bis längstens 31. Dezember 2024 (die Klasse J Periode).

5.6. Im Falle, dass eine Anteilsklasse nicht zurückerworben und aufgelöst wurde innerhalb der relevanten Klassenperiode, kann die Rückgabe und Auflösung dieser Anteilsklasse(n) innerhalb einer neuen Periode (die Neue Periode) erfolgen, welche am Datum nach der letzten Klassenperiode (oder gegebenenfalls dem Datum nach der unmittelbar vorangehenden Neuen Periode einer anderen Klasse) und spätestens ein Jahr nach dem Datumbeginn einer solchen Neuen Periode enden. Die erste neue Periode beginnt am Tag nach der Klasse J Periode und die in ihrer betreffenden Klassenperiode nicht zurückerworbene und nicht aufgelöste Anteilsklasse erfolgt der Reihe nach von Klasse A bis Klasse J (soweit sie nicht zuvor zurückerworben und aufgelöst wurde).

Um Zweifel zu vermeiden, im Falle, dass ein Rückerwerb und eine Auflösung einer Anteilsklasse vor dem letzten Tag ihrer betreffenden Klassenperiode erfolgt (oder gegeben falls Neuen Periode), beginnt die nachfolgende Klassenperiode (oder gegeben falls die Neue Periode) am Tag nach dem Rückerwerb und der Auflösung dieser Anteilsklasse und endet an demjenigen Tag wie ursprünglich in den obigen Artikeln definiert.

Mit Rückerwerb und Auflösung der gesamten relevanten Klassen wird die Auflösungssumme fällig und zahlbar durch die Gesellschaft an die Gesellschafter(in) anteilmäßig gemäß deren Klassenanteil(en). Die Gesellschaft kann ihre Zahlungsverpflichtung in bar, durch Sachleistung oder Aufrechnung erfüllen.

Für Zwecke dieses Artikels:

„Verfügbare Betrag“ bedeutet den Gesamtbetrag des Nettogewinns der Gesellschaft (einschließlich vorgetragener Gewinne) soweit Gesellschafter gemäß dieser Satzung zum Erhalt von Dividendenausschüttungen berechtigt gewesen wären, erhöht um (i) alle frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emissionsagio bis zur Höhe der Verluste einschließlich vorgetragener Verluste) und (ii) gegebenenfalls den Betrag der Kapitalherabsetzung und der Verringerung der gesetzlichen Rücklagen im Hinblick auf die einzuziehenden/zu löschenden Anteilsklassen, jedoch verringert um (i) alle Verluste (einschließlich vorgetragener Verluste), und (ii) aller Beträge, welche aufgrund des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen, jedes Mal wie in den betreffenden Zwischenbilanzen dargestellt (jedoch ohne doppelte Buchung) so dass:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Wobei:

AA = Verfügbarer Betrag

NP = Nettogewinn (einschließlich vorgetragener Gewinne)

P = alle frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emissionsagio bis zu einem Betrag von L)

CR = der Betrag der Kapitalherabsetzung und der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage bezogen auf diejenige Anteilsklasse, welche aufgelöst werden soll

L = Verluste (einschließlich vorgetragene Verluste)

LR = alle Beträge, welche aufgrund Anforderungen des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen.

OD = sämtliche jährlich festgelegten Dividenden, zu welchen der/die Inhaber der Stammanteile gemäß diesen Artikeln berechtigt ist/sind.

PE = Gewinnanspruch (die jährlich festgelegten Dividenden, zu welchen der/die Inhaber von Anteilsklassen gemäß diesen Artikeln berechtigt ist/sind).

Der Verfügbare Betrag, basierend auf obiger Formel, kann um sämtliche der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahme zur Verfügung stehende überschüssige Liquidität und/oder Vermögenswerte, erhöht werden, wobei überschüssige Liquidität und Vermögenswerte aus dem Rücklagenkonto des Emissionsagio bis zur Höhe des Betrags der an das Emissionsagio gebundenen Kapitalrücklage zum Zeitpunkt der Rücknahme zu zahlen sind.

„Verfügbare Liquidität“ bedeutet (i) alles Bargeld, das von der Gesellschaft gehalten wird (mit Ausnahme von Festgeldanlagen mit einer Restlaufzeit von mehr als sechs (6) Monaten, (ii) sämtliche leicht vermarktbar Geldmarktinstrumente, Bonds, Banknoten und alle Forderungen, welche nach Meinung des Geschäftsführungsrats in Kürze gezahlt werden abzüglich jeglicher Schuldenlast oder anderer Verbindlichkeiten der Gesellschaft, welche auf Grundlage der Zwischenbilanzen der betreffenden Klassenperiode (oder gegebenen falls Neuen Periode) in weniger als sechs (6) Monaten fällig sind und (iii) sämtliche Vermögenswerte wie Anteile, Wertpapiere oder Sicherheiten oder sonstige Vermögenswerte, welche die Gesellschaft besitzt.

„Annullierungsbetrag“ bedeutet ein Betrag, welcher den zu der betreffenden Klassenperiode (oder gegeben falls Neuen Periode) gehörenden verfügbaren Betrag nicht übersteigt, soweit der Annullierungsbetrag nicht höher ist als die verfügbare Liquidität der betreffenden Klassenperiode (oder Neuen Periode).

„Annullierungswert pro Anteil“ bedeutet den durch Division des Gesamtannullierungsbetrages durch die ausgegebene Anzahl von Anteilen in der von der Annullierung betroffenen Anteilsklasse errechneten Wert.

„Klassenperiode“ bedeutet jede der Klasse A Periode, Klasse B Periode, Klasse C Periode, Klasse D Periode, Klasse E Periode, Klasse F Periode, Klasse G Periode, Klasse H Periode, Klasse I Periode und Klasse J Periode.

„Zwischenbilanzen“ bedeuten die Zwischenbilanzen der Gesellschaft gemäß Luxemburger GAAP zum betreffenden Zwischenbilanzzeitpunkt.

„Zwischenbilanzzeitpunkt“ bedeutet das Datum frühestens acht (8) Tage vor dem Datum der Löschung einer Anteilsklasse.

„Gesamtannullierungsbetrag“ bedeutet der vom Geschäftsführungsrat oder gegebenenfalls dem Alleingeschäftsführer festgelegten und von der Hauptversammlung (oder gegebenenfalls dem Alleingesellschafter der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigten Betrag, basierend auf den relevanten Zwischenbilanzen. Der Gesamtannullierungsbetrag muss niedriger oder gleich dem gesamten Verfügbaren Betrag zum Zeitpunkt der Löschung der betreffenden Anteilsklasse sein, es sei denn, dass dies anderweitig durch die Hauptversammlung (oder gegebenenfalls

durch den Alleingesellschafter der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter gemäß den Bestimmungen zur Änderung dieser Satzung beschlossen worden ist, vorausgesetzt jedoch, dass der Gesamtannullierungsbetrag nie höher sein darf als der verfügbare Betrag.“

Vierter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, Artikel 13 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher fortan wie folgt lauten soll:

“ Art. 13. Gewinnausschüttung.

13.1. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

13.2. Die Gesellschafter entscheiden auf welche Art und Weise über den Überschuss des jährlichen Nettogewinns zu verfügen ist. Sie können, in Übereinstimmung mit den geltenden gesetzlichen Regelungen, mit dem Überschuss eine Dividendenausschüttung vornehmen, diesen auf ein Rücklagenkonto einzahlen oder als Gewinn vortragen.

13.3. Abschlagsdividenden können jederzeit unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

(i) ein Zwischenabschluss wird vom Rat angefertigt;

(ii) dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven (inklusive des Emissionsagio) zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; es wird allgemein angenommen, dass der auszuschüttende Betrag, die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf;

(iii) die Entscheidung zur Ausschüttung der Abschlagsdividenden muss durch den Rat innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Tag des Zwischenabschlusses getroffen werden;

(iv) es wird eine Zusicherung abgegeben, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft durch die Zwischenausschüttung nicht gefährdet werden; und

(v) übersteigen die gezahlten Abschlagsdividenden den ausschüttungsfähigen Gewinn am Ende des Geschäftsjahres, so müssen die Gesellschafter der Gesellschaft den ausgeschütteten Betrag zurückerstatten.

(vi) die Abschlagsdividenden werden in folgender Reihenfolge ausgezahlt:

die Inhaber der Klasse A Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 1% (oder alternativ 10%) des Nominalwerts der Anteilsklasse A entspricht

die Inhaber der Klasse B Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 2% (oder alternativ 9%) des Nominalwerts der Anteilsklasse B entspricht

die Inhaber der Klasse C Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 3% (oder alternativ 8%) des Nominalwerts der Anteilsklasse C entspricht

die Inhaber der Klasse D Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 4% (oder alternativ 7%) des Nominalwerts der Anteilsklasse D entspricht

die Inhaber der Klasse E Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 5% (oder alternativ 6%) des Nominalwerts der Anteilsklasse E entspricht

die Inhaber der Klasse F Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 6% (oder alternativ 5%) des Nominalwerts der Anteilsklasse F entspricht

die Inhaber der Klasse G Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 7% (oder alternativ 4%) des Nominalwerts der Anteilsklasse G entspricht

die Inhaber der Klasse H Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 8% (oder alternativ 3%) des Nominalwerts der Anteilsklasse H entspricht

die Inhaber der Klasse I Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 9% (oder alternativ 2%) des Nominalwerts der Anteilsklasse I entspricht

die Inhaber der Klasse J Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 10% (oder alternativ 1%) des Nominalwerts der Anteilsklasse J entspricht

die Inhaber der Stammanteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 0,5% des Nominalwerts der Stammanteile“

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche von der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Urkunde entstehen, werden ungefähr zweitausenddreihundert Euro (EUR 2.300.-) betragen.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, welcher der englischen Sprache im Verständnis und Sprachgebrauch mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Anfrage der erschienenen Partei die Urkunde in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Über-

setzung verfasst wurde und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgeblich sein soll.

Um dies zu beurkunden wurde die notarielle Urkunde am vorgenannten Tag in Contern aufgenommen.

Sie wurde dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen und von der letzteren und dem unterzeichnenden Notar unterschrieben.

Gezeichnet: J. M. ORTIZ, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 25 novembre 2015. Relation: DAC/2015/20002. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé): THOLL.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 27. November 2015.

Référence de publication: 2015191948/545.

(150215174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Infra-Invest, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.717.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 135.537.

In the year two thousand and fifteen, on the fifteenth of October.

Before Maître Henri Hellinckx, Notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

Is held

an Extraordinary General Meeting of the sole shareholder of “Infra-Invest S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée, having its registered office at 7A, Rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Luxembourg Trade Register section B number 135.537, incorporated by deed dated on 19 December 2007, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 429 of 19 February 2008 and whose Articles of Association have been amended for the last time pursuant to a deed enacted on 23 September 2015, not yet published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

The meeting is presided by Régis Galiotto, notary’s clerk, with professional address at Luxembourg,

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Solange Wolter, notary’s clerk, with professional address at Luxembourg.

The chairman requests the notary to act that:

I.- The sole shareholder present or represented and the number of shares held by him is shown on an attendance list. That list and proxies, signed by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II.- As appears from the attendance list, the forty-five thousand one hundred and seventy-five (45,175) shares, representing the whole capital of the corporation, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the sole shareholder has been beforehand informed.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1.- Share capital increase by two hundred thousand euro (EUR 200,000.-) in order to bring it from its current amount of four million five hundred and seventeen thousand five hundred euro (EUR 4,517,500.-), to four million seven hundred and seventeen thousand five hundred euro (EUR 4,717,500.-), through the issuance of two thousand (2,000) new shares with a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each.

2.- Issuance of new class J shares.

3.- Amendment of article 6 of the Articles of Association in order to reflect such action.

After the foregoing was approved by the meeting, the sole shareholder unanimously decides what follows:

First resolution

The meeting decides to increase the share capital amount by two hundred thousand euro (EUR 200,000.-) in order to bring it from its current amount of four million five hundred and seventeen thousand five hundred euro (EUR 4,517,500), to four million seven hundred and seventeen thousand five hundred euro (EUR 4,717,500), through the issuance of two thousand (2,000) new shares with a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each.

All powers are conferred to the Board of Managers in order to implement the necessary bookkeeping amendments.

Second resolution

The meeting decides to issue new class J shares and accepts the subscription of the new one thousand (2,000) class J shares by CNP Assurances, having its registered office at 4, Place Raoul Dautry, F-75015 Paris, France, registered with the Registre du Commerce et des Sociétés de Paris under number B 341.737.062.

Intervention - Souscription - Payment

Therefore, CNP Assurances, prenamed, represented by Régis Galiotto, prenamed by virtue of the proxy, declared to subscribe to the two thousand (2,000) new class J shares, and to have them fully paid-up by a contribution in cash amounting to two hundred thousand euro (EUR 200,000.-) evidence of which has been given to the undersigned notary through a bank certificate.

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the meeting decides to amend article 6 of the Articles of Association and now read as follows:

“ Art. 6.

6.1. The Company's capital is set at four million seven hundred and seventeen thousand five hundred euro (EUR 4,717,500), represented by five thousand (5,000) class A shares, four thousand twenty five (4,025) class B shares, one thousand five hundred (1,500) class C shares, one thousand five hundred (1,500) class D shares, three thousand (3,000) class E shares, five thousand (5,000) class G shares, two thousand (2,000) class H shares, two thousand (2,000) class I shares, four thousand (4,000) class J shares, four thousand (4,000) class K shares, five thousand (5,000) class L shares, four thousand one hundred and fifty (4,150) class M shares, four thousand (4,000) class N shares and two thousand (2,000) class O shares with a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each.

6.2. Each class A share, each class B share, each class C share, each class D share, each class E share, each class G share, each class H share, each class I share, each class J share, each class K share, each class L share, each class M share, each class N share and each class O share confers an identical voting right at the time of decisions taking.”

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française

L'an deux mille quinze, le quinze octobre.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de la société à responsabilité limitée «Infra-Invest S.à r.l.», ayant son siège social à 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg section B numéro 135.537, constituée suivant acte reçu le 19 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 429 du 19 février 2008 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu le 23 Septembre 2015, pas encore publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

L'assemblée est présidée par Régis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg,

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Solange Wolter, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- L'associé unique présent ou représenté et le nombre de parts sociales qu'il détient est renseigné sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les quarante-cinq mille cent soixante-quinze (45,175) parts sociales, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'associé unique a été préalablement informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social à concurrence de deux cent mille euros (EUR 200,000.-) pour l'amener de son montant actuel de quatre millions cinq cent dix-sept mille cinq cents euros (EUR 4,517,500.-) à quatre millions sept cent dix-sept

mille cinq cents euros (EUR 4,717,500.-), par l'émission de deux mille (2,000) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-).

2. Emission de nouvelles parts sociales de classe J.

3. Modification afférente de l'article 6 des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, l'associé unique décide ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de deux cent mille euros (EUR 200,000.-) pour l'amener de son montant actuel de quatre millions cinq cent dix-sept mille cinq cents euros (EUR 4,517,500.-) à quatre millions sept cent dix-sept mille cinq cents euros (EUR 4,717,500.-), par l'émission de deux mille (2,000) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-). Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'émettre de nouvelles parts sociales de la classe J et d'admettre à la souscription des deux mille (2,000) nouvelles parts sociales de classe J, CNP Assurances, ayant son siège social au 4, Place Raoul Dautry, F-75015 Paris, France, et enregistré au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 341.737.062.

Intervention - Souscription - Libération

Ensuite CNP Assurances, prédésignée, représentée par Régis Galiotto, prénommé, en vertu d'une procuration dont mention ci-avant a déclaré souscrire aux deux mille (2,000) parts sociales de nouvelles de classe J, et les libérer intégralement en numéraire, de sorte que la société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de deux cent mille euros (EUR 200,000.-); ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant par la production d'un certificat bancaire.

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" Art. 6.

6.1. Le capital social est fixé à la somme de quatre millions sept cent dix-sept mille cinq cents euros (EUR 4,717,500.-) représenté par cinq mille (5,000) parts sociales de classe A, quatre mille vingt cinq (4,025) parts sociales de classe B, mille cinq cents (1,500) parts sociales de classe C, mille cinq cents (1,500) parts sociales de classe D, trois mille (3,000) parts sociales de classe E, cinq mille (5,000) parts sociales de classe G, mille (2,000) parts sociales de classe H, deux mille (2,000) parts sociales de classe I, quatre mille (4,000) parts sociales de classe J et quatre mille (4,000) parts sociales de classe K, cinq mille (5,000) parts sociales de classe L, quatre mille cent cinquante (4,150) classe sociale de classe M, quatre mille (4,000) classe sociale de classe N et deux mille (2,000) classe sociale de classe O d'une valeur de cent euros (EUR 100.-) chacune.

6.2 Chaque part sociale de classe A, chaque part sociale de classe B, chaque part sociale de classe C, chaque part sociale de classe D, chaque part sociale de classe E, chaque part sociale de classe G, chaque part sociale de classe H, chaque part sociale de classe I, chaque part sociale de classe J, chaque part sociale de classe K, chaque part sociale de classe L, chaque part sociale de classe M, chaque part sociale de classe N et chaque part sociale de classe O confèrent un droit de vote identique lors de la prise de décision."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 21 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/33388. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 25 novembre 2015.

Référence de publication: 2015191967/144.

(150214803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

**Sicovam S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Palombe S.A.).**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 169.150.

L'an deux mille quinze, le onze novembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Madame Rika MAMDY, demeurant professionnellement à L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drombach, agissant en sa qualité de mandataire spécial au nom et pour compte du Conseil d'Administration de la société anonyme SICOVAM S.A. SPF, ayant son siège social à Luxembourg,

en vertu d'une résolution du Conseil d'Administration prise en sa réunion du 30 septembre 2015 et en vertu d'un pouvoir sous seing privé.

Le procès-verbal de cette réunion ainsi que le pouvoir resteront, après avoir été paraphés "ne varietur" par la comparante et le notaire, annexés aux présentes pour être soumis avec elles à la formalité de l'enregistrement.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant de documenter ce qui suit:

1) La société anonyme «SICOVAM S.A. SPF», avec siège social à Luxembourg, a été constituée suivant acte notarié, en date du 29 mai 2012, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1659 du 2 juillet 2012. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 19 août 2015, publié au Mémorial c, numéro 2408 du 7 septembre 2015.

2) Le capital social de la société est actuellement fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000.-) divisé en mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (EUR 31.-) chacune.

3) Conformément à l'article 3 des statuts, le capital autorisé est fixé à trois millions cent mille euros (EUR 3.100.000.-) qui sera représenté par cent mille (100.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (EUR 31.-) chacune.

Le Conseil d'Administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la date de publication des statuts au Mémorial C, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois en temps qu'il jugera utile le capital souscrit dans les limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le Conseil d'Administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

4) Par décision du 30 septembre 2015, le Conseil d'Administration a décidé de procéder à la réalisation d'une tranche d'augmentation de capital dans le cadre du capital autorisé à concurrence de EUR 775.000.- (sept cent soixante-quinze mille euros) pour porter le capital souscrit ainsi de son montant actuel de EUR 31.000.- (trente-et-un mille euros) à EUR 806.000.- (huit cent six mille euros) par la création et l'émission de 25.000 (vingt-cinq mille) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 31.- (trente-et-un euros) chacune.

Les 25.000 (vingt-cinq mille) actions nouvelles ont été intégralement souscrites par l'actionnaire unique et ont été entièrement libérées par un versement en espèces, de sorte que la somme de EUR 775.000.- (sept cent soixante-quinze mille euros) a été mise à la disposition de la Société.

Les documents justificatifs de la souscription ainsi que du versement en espèces ont été présentés au notaire soussigné, qui le constate expressément.

5) A la suite de l'augmentation de capital ainsi réalisée, le premier alinéa de l'article 5 des statuts est modifié comme suit:

« **Art. 3. (premier alinéa).** Le capital social est fixé à huit cent six mille euros (EUR 806.000.-) divisé en vingt-six mille (26.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (EUR 31.-) chacune.»

Evaluation des frais

Le comparant évalue le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de la présente augmentation de capital, approximativement à la somme de EUR 2.500.-.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. MAMDY et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 16 novembre 2015. Relation: ILAC/2015/3610. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Référence de publication: 2015191464/60.

(150214319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Omni Assets, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 171.402.

L'an deux mille quinze, le dix-neuf novembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg, s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») des associés de la société «OMNI ASSETS, S.à r.l.», (la «Société») une société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social au 111/115, Avenue de Luxembourg, L-4940 Bascharage, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 171.402, constituée suivant acte notarié dressé en date du 31 août 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») en date du 10 octobre 2012, sous le numéro 2522. Les statuts de la Société furent modifiés suivant acte dressé en date du 28 septembre 2012, publié au Mémorial, le 26 novembre 2012 sous le numéro 2862.

L'Assemblée se compose des deux (2) seuls et uniques associés, à savoir:

1) Monsieur Oriol TAULATS VALLVERDU, conseiller en investissements, né le 17 décembre 1973 à Barcelone (Espagne), demeurant à Placa Rebes, 5 Atic, Andorra la Vella, Andorre;

propriétaire de mille (1.000) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune;

2) Monsieur Ricard SABATA COROMINAS, conseiller en investissement, né à Avia (Barcelone-Espagne) le 2 juillet 1975, demeurant à C/ Indústria 36, 3^{er} 1a, 08500, Vic, Barcelone (Espagne);

propriétaire de mille (1.000) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune;

tous deux représentés par Madame Sandra KAISER, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu de deux procurations sous seing privé.

Lesquelles procurations, après avoir été signées «ne varietur» par la mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte à des fins d'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes, par leur représentant susnommé, ont requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les résolutions des associés prises chacune séparément et sur ordre du jour conforme:

Première résolution

L'Assemblée décide de transférer, avec effet immédiat, le siège social de la Société du 111/115, Avenue de Luxembourg, L-4940 Bascharage, à Luxembourg-Ville et plus précisément au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

Deuxième résolution

Afin de refléter ce changement de siège social, l'Assemblée décide de modifier, dans les deux versions des statuts de la Société, soit en anglais et en français l'article cinq (5), premier alinéa, et l'article quinze (15), cinquième alinéa, pour leur donner désormais dans les deux versions précitées, la nouvelle teneur suivante:

Version anglaise:

« **Art. 5. (paragraph 1).** The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.».

« **Art. 15. (paragraph 5).** Every meeting shall be held at the Company's registered office or such other place as the managers may from time to time determine.».

Version française:

« **Art. 5. (premier alinéa).** Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg.».

« **Art. 15. (cinquième alinéa).** Toute assemblée se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.».

Dont acte, passé à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, au nouveau siège social de la Société, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, la mandataire des comparants a signé avec Nous le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: S. KAISER, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 20 novembre 2015. Relation: EAC/2015/27179. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015191284/53.

(150214091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Pictet Global Selection Fund Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 66.415.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille quinze,

le treize novembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

a comparu:

Madame Marie-Claude LANGE, employée privée, avec adresse professionnelle au 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spéciale de:

«PICTET CANADA S.E.C.», une société constituée et existant sous les lois du Canada, établie et ayant son siège social à 1000, de la Gauchetière Ouest, Suite 3100, Montréal, Québec H3B 4W5 (Canada), (le «Mandant»),

en vertu d'une procuration sous seing privé lui donnée à Montréal, Canada, le 29 octobre 2015,

laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle mandataire, ès-dites qualités qu'il agit, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

1.- Que la société «Pictet Global Selection Fund Management (Luxembourg) S.A.» (la «Société»), une société anonyme, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 66 415, établie et ayant son siège social au 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, fut constituée suivant acte notarié dressé en date du 06 octobre 1998, lequel acte fut publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») le 11 novembre 1998, sous le numéro 824 et dont les statuts furent modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié dressé en date du 02 février 2012, publié au Mémorial le 23 mars 2012, sous le numéro 777;

2.- Que le capital social de la Société s'élève actuellement à six cent cinquante mille francs suisses (650'000.- CHF) divisé en six cent cinquante (650) actions ordinaires d'une valeur nominale de mille francs suisses (1'000.- CHF) chacune, toutes se trouvant intégralement libérées;

3.- Que son Mandant est devenu successivement propriétaire de la totalité des six cent cinquante (650) actions de la Société;

4.- Qu'en tant qu'actionnaire unique son Mandant déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite Société, avec effet immédiat;

5.- Que son Mandant, agissant tant en sa qualité de liquidateur de la Société, qu'en qualité d'actionnaire unique de cette même Société, déclare connaître expressément la situation financière de la Société et déclare en outre que l'activité de la Société a cessé, qu'il est investi de tout l'actif, que le passif connu de ladite Société a été réglé ou provisionné et qu'il s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne; partant la liquidation de la Société «Pictet Global Selection Fund Management (Luxembourg) S.A.» est à considérer comme faite et clôturée;

6.- Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au réviseur d'entreprises agréé actuels de la Société présentement dissoute;

7.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq (5) ans à l'ancien siège social de la Société dissoute;

8.- Que le Mandant s'engage à régler personnellement tous les frais des présentes.

Et à l'instant le mandataire de la partie comparante a présenté au notaire instrumentant tous les certificats d'actions au porteur de la Société éventuellement émis, le cas échéant le livre des actionnaires nominatifs de la Société, lesquels ont été tous annulés en présence du notaire instrumentaire.

Pour les dépôt et publication à faire, tous pouvoirs sont conférés au porteur d'une expédition des présentes.

DONT ACTE, passé à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celle a signé avec Nous notaire instrumentant le présent acte.

Signé: M.C. LANGE, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 16 novembre 2015. Relation: EAC/2015/26625. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015191302/57.

(150214141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Pantheon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 179.303.

L'an deux mille quinze, le onze novembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme PANTHEON S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 40, Boulevard Joseph II. La Société a adopté la nationalité luxembourgeoise suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 24 juillet 2013, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2290 du 18 septembre 2013.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jacques RECKINGER, maître en droit, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Teresa COLACINO, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Sabine SOLHEID, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1.- Décision sur la mise en liquidation de la société.

2.- Nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide la dissolution de la société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer comme liquidateur:

Monsieur Jacques RECKINGER, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II, né à Luxembourg, le 14 mars 1965.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. RECKINGER, T. COLACINO, S. SOLHEID et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 16 novembre 2015. Relation: 1LAC/2015/36020. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Référence de publication: 2015191316/55.

(150214462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

MTIP Fund I, SCS, Société en Commandite simple.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 201.716.

—
STATUTES

Auszug aus dem Gesellschaftsvertrag der MTIP Fund I, SCS für die Veröffentlichung gemäß Artikel 6 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner derzeit gültigen Fassung:

1. Precise designation of the members who are jointly and severally liable. MTIP Management, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under laws of the Grand Duchy of Luxembourg with registered address at 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and as of the date of this Agreement in the process to be registered with the Luxembourg trade and companies' register (the General Partner)

2. Firm name or the denomination of the company, its object and the place where its registered office is located. Name

2.1 MTIP Fund I, SCS, hereafter the Partnership.

Object

2.2 The principal purpose of the Partnership is to pursue the investment objective in accordance with the provisions hereof.

2.3 The General Partner will seek to achieve the investment objective through the pursuit of the investment strategy. The investment objective, the investment strategy and the investment restrictions may be amended by the General Partner subject to the investor ordinary consent.

Registered Office

2.4 The registered office of the Partnership is established in 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within Luxembourg by a resolution of the General Partner.

3. Designation of the managers and their signatory powers.

3.1 The Partnership is managed by the General Partner, who is its sole manager.

3.2 The Partnership is bound towards third parties in all matters by the corporate signature of the General Partner or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority has been delegated by the General Partner as the General Partner may determine in its discretion.

4. Date on which the partnership commences and the date on which it ends. The Partnership has been formed on 29 October 2015 and shall end on the tenth (10th) anniversary of the date of first closing (29 October 2015 until 31 January 2016) unless extended by up to two consecutive one year periods.

Freie Übersetzung ins Deutsche:

1. Genaue Bezeichnung der gesamtschuldnerisch haftenden Gesellschafter. MTIP Management, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts (société à responsabilité limitée) mit Sitz in 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, im Prozess der Eintragung im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister (der Komplementär).

2. Firmenbezeichnung oder die Bezeichnung der gesellschaft sowie die Angabe ihres zwecks sowie des Ortes, an dem sie ihren Sitz hat. Firma

2.1 MTIP Fund I, SCS, nachfolgend die Gesellschaft.

Zweck der Gesellschaft

2.2 Der hauptsächliche Zweck der Gesellschaft besteht darin, ihr Anlageziel gemäß den nachfolgenden Bestimmungen zu erreichen.

2.3 Der Komplementär wird versuchen, dass das Anlageziel durch die Verfolgung der Anlagestrategie zu erreichen. Das Anlageziel, die Anlagestrategie und die Anlagebeschränkungen können durch den Komplementär mit gewöhnlicher Einwilligung der Investoren geändert werden.

Gesellschaftssitz

2.4 Der Gesellschaftssitz der Gesellschaft befindet sich in 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg. Er kann durch einen Beschluss des Komplementärs innerhalb Luxemburgs verlegt werden.

3. Bezeichnung der Geschäftsführer, ihrer Unterzeichnungsbefugnisse.

3.1 Die Gesellschaft wird vom Komplementär verwaltet, deren einziger Geschäftsführer er ist.

3.2 Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die satzungsgemäße Unterschrift des Komplementärs oder durch die alleinige oder gemeinsame Unterschrift einer anderen Person/anderer Personen, der/denen hierzu durch den Komplementär in seinem alleinigen Ermessen Vollmacht erteilt wurde, vertreten.

4. Zeitpunkt, An dem die gesellschaft beginnt, Sowie den Zeitpunkt, An dem sie endet. Die Gesellschaft wurde am 29. Oktober 2015 und endet am zehnten (10.) Jahrestag des ersten Zeichnungsschluss (29. Oktober bis 31. Januar 2016) es sei denn, die Dauer wird um bis zu zwei aufeinanderfolgende einjährige Zeiträume verlängert.

Référence de publication: 2015191244/58.

(150214081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Textes & Design S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-4438 Soleuvre, 254, rue de Differdange.

R.C.S. Luxembourg B 150.826.

L'an deux mille quinze,

le dix-huit novembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

a comparu:

Madame Yasmine HEMES, indépendante, née à Dudelange, le 22 janvier 1963, demeurant au 57, Montée du Wangert, L-4682 Differdange.

ici représentée par:

Monsieur Jean-Paul DEFAY, indépendant, avec adresse professionnelle au 16, rue de Differdange, L-4437 Soleuvre, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle, après avoir signée «ne varietur» par le mandataire de la seule personne comparante et le notaire soussigné, restera annexée aux présentes à des fins d'enregistrement.

Laquelle personne comparante, représentée comme il est dit ci-avant, et agissant en sa qualité de seule et unique associée (l'«Associé») de la société «TEXTES & DESIGN S à r.l.» (la «Société»), une société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social au 254, rue de Differdange, L-4438 Soleuvre,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 150 826, avec un capital social souscrit et émis de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12'500.- EUR),

constituée suivant acte notarié dressé par le notaire soussigné en date du 20 janvier 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 25 février 2010, sous le numéro 407 et page 19492;

les statuts de la Société ne furent jamais modifiés depuis lors;

a requis le notaire soussigné de documenter ainsi qu'il suit ses résolutions prises chacune séparément, à l'unanimité et sur ordre du jour conforme:

Première résolution

L'Associé, par son représentant susnommé, DECIDE la dissolution anticipée de la Société «TEXTES & DESIGN S.à r.l.» et PRONONCE sa mise en liquidation à compter de ce jour.

Deuxième résolution

L'Associé DECIDE de nommer aux fonctions de seul liquidateur de la Société:

Monsieur Paulo DA COSTA MAGALHAES, employé privé, né à Luxembourg, le 24 avril 1981, avec adresse professionnelle au 16, rue de Differdange, L-4437 Soleuvre, Grand-Duché de Luxembourg.

Troisième résolution

L'Associé DECIDE d'investir le liquidateur des pouvoirs suivants.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi coordonnée sur les Sociétés Commerciales.

Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'Assemblée Générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Quatrième résolution

L'Associé DECIDE de nommer encore aux fonctions de commissaire-vérificateur de la Société présentement mise en liquidation:

Madame Claudine GATTI, employée privée, née à Esch-sur-Alzette, le 01 décembre 1967, avec adresse professionnelle au 16, rue de Differdange, L-4437 Soleuvre, Grand-Duché de Luxembourg.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, le mandataire de la personne comparante, a signé avec Nous notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: J.P. DEFAY, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 19 novembre 2015. Relation: EAC/2015/27025. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015191515/59.

(150214158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

beTax Advisory & Compliance Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 160.749.

L'an deux mille quinze, le douzième jour du mois de novembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

ONT COMPARU:

1) Madame Martine WAGNER, expert-comptable, née à Ettelbruck, le 17 février 1975, demeurant à L-7236 Bereldange, 3, rue de Longuyon;

ici représentée par Monsieur Steve BECKER, qualifié ci-après, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, après avoir été signées "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui; et

2) Monsieur Steve BECKER, expert-comptable, né à Ettelbruck, le 29 mars 1977, demeurant à L-7731 Colmar-Berg, 22, rue Langenfeld;

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée "beTax Advisory & Compliance Services S.à r.l.", établie et ayant son siège social L-1840 Luxembourg, 11, boulevard Joseph II, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 160749, (la "Société"), a été originellement constituée sous la dénomination sociale "beTACS" suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 4 mai 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1522 du 9 juillet 2011,

et que les statuts (les "Statuts") ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 19 septembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2607 du 20 octobre 2012, contenant notamment l'adoption par la Société de sa dénomination sociale actuelle;

- Que les comparants sont les seuls et uniques associés actuels de la Société et qu'ils se sont réunis en assemblée générale extraordinaire (l'"Assemblée") et ont pris à l'unanimité, sur ordre du jour conforme, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de modifier l'objet social de la société et de modifier en conséquence l'article 2 alinéa 1 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

“ **Art. 2. (alinéa 1).** La société a pour objet la prestation de services relevant de la profession d'expert-comptable.”

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 16 des statuts de la Société et de lui donner la teneur suivante:

“ **Art. 16.** L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugés nécessaires ou utiles par les associés, constitue le bénéfice net de la société.

Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Des dividendes intérimaires pourront être distribués, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. des comptes intérimaires sont établis par le conseil de gérance,
2. ces comptes font apparaître un bénéfice y inclus les bénéfices reportés,
3. la décision de verser des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés,
4. le paiement est effectué lorsque la Société a obtenu l'assurance que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.”

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au comparant, ès-qualité qu'il agit, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit comparant a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: S. BECKER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 17 novembre 2015. 2LAC/2015/25912. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 24 novembre 2015.

Référence de publication: 2015191611/55.

(150215447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Timone GP, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 172.519.

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth day of November,

Before Maître Danielle KOLBACH, Notary, residing in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED

Portolani S,A, a Société anonyme existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under section B number 168403;

here represented by Mr Marc Ecker, companies director, by virtue of a proxy given privately to him (the Appearing Party or the Sole Shareholder),

The said proxy, signed ne varietur by the proxy holder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Appearing party is the sole shareholder of Timone GP, a société à responsabilité limitée, established under the laws of Luxembourg, having its registered office at 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under section B number 172519 incorporated pursuant to a notarial deed enacted by Maître Cosita DELVAUX Notary, residing then in Redange-sur-Attert on 30 October 2012 published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 2929 on 4 December 2012; the Articles of Association of which have never been amended.

Article 200-2 of the Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended (Article 200-2) provides that a sole shareholder of a Société à responsabilité limitée shall exercise the powers of the general meeting of shareholders of the Company and the decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

The Sole Shareholder, acting in its capacity of sole shareholder of the Company, hereby passes the following written resolutions in accordance with Article 200-2 and declared and requested the Notary to act that:

First resolution

The meeting resolves to transfer the registered office of the Company from its current address located at 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg to establish it at Building Serenity -Bloc A- 2ième étage, 19-21 route d'Arlon, L-8009 Strassen.

Second resolution

The meeting decides to subsequently amend the 1st paragraph of article 2 of the Articles of Association so that it will read as follows:

« **Art. 2. Registered office.** The registered office of the Company is established in Strassen. It may be transferred within the boundaries of the municipality of Strassen by a resolution of the board of directors of the Company (the Board) or, in the case of a sole director (the Sole Director) by a decision of the Sole Director.»

The following paragraphs of Article 2 remain unchanged.

Third resolution

The meeting decides to grant all and any powers to any employee of the office of Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur-Attert and to enable them to carry out all the formalities related to the transfer of the registered office of the Company with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg and with the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately nine hundred euros (EUR 900.-).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Strassen, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing person who signed with the notary the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix-huitième jour du mois de novembre,

Par devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU

Portolani S.A., une Société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg sous la section B numéro 168403, ici représentée par Monsieur Marc Ecker, administrateur de sociétés, en vertu d'une procuration sous seing privé lui-délivrée (la Partie Comparante ou l'Associé Unique).

Laquelle procuration signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La Partie Comparante est l'associé unique de Timone GP (la Société), une Société à responsabilité limitée, dûment établie selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 172519, constituée suivant acte reçu par Maître Cosita DELVAUX, alors notaire de résidence à Redange-sur-Attert en date du 30 octobre 2012 publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (le Mémorial C) numéro 2929 du 4 décembre 2012; et dont les statuts n'ont jamais été modifiés. L'article 200-2 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 dans sa version coordonnée (Article 200-2) dispose qu'un associé unique d'une société à responsabilité limitée exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des associés de la Société et les décisions de l'associé unique seront documentées dans un procès-verbal ou rédigées par écrit.

L'Associé Unique, agissant dans sa capacité d'associé unique de la Société, par la présente adopte les résolutions écrites suivantes conformément à l'Article 200-2 déclare et demande au Notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle sise au 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg pour l'établir au Building Serenity -Bloc A- 2^{ème} étage, 19-21 route d'Arlon, L-8009 Strassen.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de procéder à la modification subséquente de l'alinéa 1^{er} de l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2. Siège Social.** Le siège social de la Société est établi à Strassen (Grand Duché de Luxembourg). Il peut être transféré dans les limites de la commune de Strassen par simple décision du conseil d'administration de la Société (le Conseil d'Administration) ou en cas d'administrateur unique (l'Administrateur Unique), par une décision de l'Administrateur Unique.»

Le reste de l'article 2 demeure inchangé.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'accorder tous pouvoirs à tout employé de l'étude de Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert aux fins d'effectuer toutes les formalités relatives au transfert de siège auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et du Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Frais et dépenses

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont estimés approximativement à la somme de neuf cents euros (EUR 900,-).

DONT ACTE, passé à Strassen, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande du comparant le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: M. ECKER, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 19 novembre 2015. Relation: DAC/2015/19760. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 25 novembre 2015.

Référence de publication: 2015191503/103.

(150214119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Tournesol S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 106.112.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mille quinze, le cinq novembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné, s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme «TOURNESOL S.A.», en liquidation volontaire, ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 106.112,

constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 18 janvier 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 613 du 25 juin 2005,

avec un capital souscrit de fixé à cent mille euro (100.000.- EUR), représenté par mille (1.000) actions de cent euro (100.- EUR) chacune.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Christine ALTENHOVEN, employée, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Sophie ERK, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg, 17, rue Beaumont.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- 1.- Rapport du liquidateur.
- 2.- Désignation d'un commissaire-vérificateur.
- 3.- Approbation du rapport du commissaire-vérificateur.
- 4.- Décharge à donner au liquidateur et au commissaire-vérificateur.
- 5.- Clôture de la liquidation.
- 6.- Destination à donner aux archives.
7. Divers

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée constate qu'elle a pris connaissance du rapport du liquidateur et des pièces à l'appui.

Elle décide d'approuver les comptes de liquidation présentés à l'assemblée.

Le susdit rapport, après avoir été signé «ne varietur» par les comparants et le notaire, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Deuxième résolution

L'assemblée nomme conformément aux dispositions de l'article 151 de la loi sur la matière comme commissaire-vérificateur de la liquidation, Madame Mireille ROSE, expert-comptable, résidant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 10, boulevard Royal, auquel elle confère la mission de soumettre tant le rapport du liquidateur que les pièces à l'appui à un contrôle et de faire rapport à l'assemblée, convoquée entre autres à ces fins.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'approuver le rapport du commissaire-vérificateur et d'approuver les comptes de liquidation.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de donner décharge pleine et entière au liquidateur et au commissaire-vérificateur, sans réserve ni restriction.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de prononcer la clôture de la liquidation, constate que la société «TOURNESOL S.A.» en liquidation volontaire, a cessé définitivement d'exister et que les associés recevront en suite et conséquence de cette liquidation et en contrepartie de leurs droits dans le capital qui sont annulés, l'ensemble des actifs tels que listés et vérifiés par le liquidateur.

Sixième résolution

L'assemblée décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une période de cinq ans à partir de la clôture de la liquidation à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant la société en raison des présentes s'élève approximativement à 1.100.- Euros.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Christine ALTENHOVEN, Sophie ERK, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 20 novembre 2015. Relation GAC/2015/10072. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015191525/79.

(150214685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.